

Caran d'Ache ne craint pas le

La célèbre fabrique de crayons de Genève fait travailler depuis bientôt dix ans des personnes souffrant d'un handicap. Ce qui a permis de garder en Suisse une partie des activités de l'entreprise. Tout le monde est gagnant.

Agune Surafel, 28 ans, travaille à l'emballage des crayons et des craies de couleur. «J'en suis fier!».



EPI

Caran d'Ache est à ce jour la seule entreprise genevoise qui dispose à l'interne d'un atelier intégré. La célèbre fabrique d'instruments d'écriture et de dessin, fondée en 1915 et basée à Thônex, fait travailler depuis 2010 au total une trentaine de personnes en situation de handicap à raison de dix par jour en moyenne.

Jean-François de Saussure est notre guide. Il est le PdG de l'entreprise depuis 2012. Il vient d'être nommé au conseil d'administration des Etablissements publics pour l'intégration (EPI), l'institution publique genevoise gérant ces questions. «Ces collègues handicapés travaillent à l'emballage et à l'étiquetage de 1,5 à 2 millions d'articles chaque année. Ils nous fournissent 500 heures de travail par mois en moyenne. Lors des réunions d'information trimestrielles, ils sont toujours au premier rang. Ils sont très

impliqués et jamais les derniers à me suggérer des améliorations lorsqu'on se croise dans les couloirs. Il faut parfois lutter pour leur faire prendre des vacances!», souligne-t-il en souriant.

PLUS QUE LA RENTE AI

La plupart ont une déficience intellectuelle ou des troubles psychiques. Pour ces personnes, travailler est un véritable choix. Bénéficiant d'une rente AI, elles ne sont pas dans l'obligation d'avoir un revenu pour subvenir à leurs besoins, mais d'après la convention de l'ONU relatives à leurs droits, elles doivent pouvoir travailler si elles en ont l'envie et les capacités. Et ce qu'elles gagnent à travailler va bien au-delà d'un simple complément à la rente. «Cela nourrit leur besoin de normalité tout en les valorisant et en étoffant leur cercle social, qui est souvent très limité sans ce-

la», résume Philippe Bermond, chef de service des ateliers aux EPI.

Nikolaï Dounaevski, 40 ans et qui travaille à l'atelier intégré de Caran d'Ache depuis son ouverture, le confirme avec ses mots en rangeant des craies multicolores dans leur boîte: «Bosses ici me permet de voir ce dont je suis capable. Je me sens bien dans cet atelier. On s'y amuse tout en fournissant un travail aussi sérieux que n'importe qui d'autre». Et Agune Surafel, 28 ans, d'affirmer plus péniblement, sans pour autant interrompre sa tâche: «Travailler ici m'occupe et me rapporte de l'argent. J'en suis fier». Les personnes qui officient à ses côtés dans l'atelier sont suffisamment autonomes pour se débrouiller seules. Les autres, ainsi que celles qui souhaitent travailler dans un cadre institutionnel, peuvent aussi réaliser des tâches pour Caran d'Ache ou d'au-

handicap



tres entreprises au sein de l'un des 26 ateliers des EPI dans le canton.

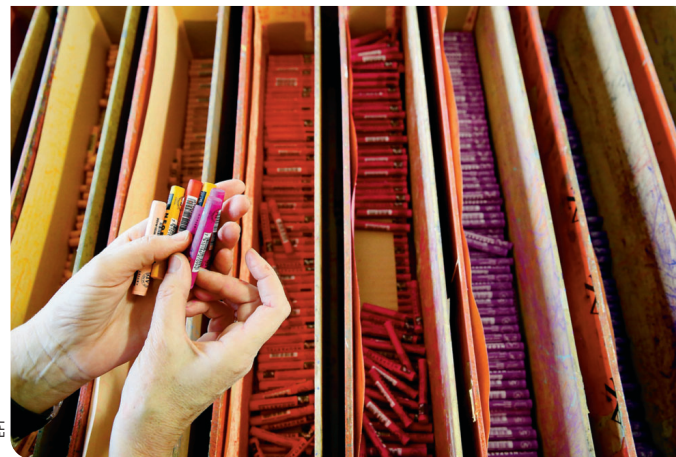
POUR NE PAS DÉLOCALISER

Christophe Sigwalt, l'agent technique des EPI qui encadre tout ce petit monde à Thônex depuis cinq ans, se dit «épaté par la conscience profession-

nelle» de son équipe. Chaque matin, il réunit ces travailleurs pour décider de la répartition des tâches. L'encadrant doit jongler avec les forces en présence pour venir à bout de sa mission du jour. Les plus rapides vont trois fois plus vite que les plus lents! Il s'inspire volontiers de la pédagogue Maria Montessori qui disait: «Aide-moi à faire seul!».

Sans ces employés un peu moins chers que la moyenne, Caran d'Ache aurait délocalisé les travaux d'emballage dans des pays à bas salaires. «Cet atelier constitue donc un excellent moyen de respecter en même temps trois des quatre valeurs cardinales de l'entreprise, à savoir l'excellence opérationnelle, la fabrication suisse et la responsabilité sociale et environnementale», résume Jean-François de Saussure. Caran d'Ache est la propriété depuis quatre générations de la famille Hubscher, et la fibre sociale est partie intégrante de son identité. La collaboration avec les EPI a été initiée il y a trois décennies déjà, soit bien avant l'ouverture de l'atelier intégré.

Carole Hubscher, présidente de Caran d'Ache, aime à rappeler que «chaque entreprise a un rôle social à jouer» et qu'intégrer des personnes en situa-



tion de handicap leur permet de s'intégrer dans la société». La Genevoise souligne également «qu'encadré de manière adéquate, le travail de ces personnes est irréprochable».

«Il faut lutter pour leur faire prendre des vacances!»

La présence de ces travailleurs pas tout à fait comme les autres est un plus pour l'ambiance générale même s'ils sont peu amenés à se mélanger aux autres employés. Rolf Gobet, directeur des services socioprofessionnels des EPI, affirme que «leur présence joyeuse malgré d'évidents problèmes de santé amène à relativiser ses propres bobos». L'ex-conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann avait d'ailleurs pu s'en rendre compte lors d'une visite sur place en 2017. ■

Laurent Gabet
www.carandache.com

Une dizaine de travailleurs en situation de handicap s'activent chaque jour dans l'atelier intégré de Caran d'Ache à Thônex.

Ci-dessous
Christophe Sigwalt, agent technique des Etablissements publics pour l'intégration, se dit «épaté» par la motivation des employés.

«Une super motivation!»

Quelque 450 personnes en situation de handicap travaillent dans le canton de Genève au sein des 26 ateliers adaptés des Etablissements publics pour l'intégration (EPI). Elles travaillent sous la supervision de maîtres socioprofessionnels pour le compte d'entreprises genevoises. Celles-ci les mandatent pour des prestations recouvrant une quarantaine de métiers allant des espaces verts à la mécanique, la

restauration, la logistique, les transports, le conditionnement, l'hygiène des bâtiments, la blanchisserie, l'électronique et le recyclage. Sans oublier les arts graphiques. «Ces personnes ont une motivation très supérieure à la moyenne. Elles se dédient entièrement à leur activité et sont très loyales. Leur plus-value humaine est grande», souligne Rolf Gobet, directeur des services socioprofessionnels des EPI. ■ LG

